

DÉCONSTRUIRE LE POPULISME : LES CINQ VISAGES DE LA CRISE DÉMOCRATIQUE EN 2022

Luc Rouban

Directeur de recherche CNRS

luc.rouban@sciencespo.fr

La critique portée contre la démocratie représentative peut être résumée dans la montée en force d'une vision dite « populiste » du rapport au pouvoir¹. Celle-ci implique une détestation des élites, des élus et du « système », une demande conséquente de démocratie directe, la recherche d'un pouvoir exécutif sinon autoritaire du moins ayant une autorité qui se justifie par sa capacité de changer le monde social, une défense de la souveraineté nationale contre la mondialisation et, en Europe, contre l'Union européenne, et, enfin, une attention soutenue au vécu des catégories modestes et à leurs problèmes quotidiens, qu'il s'agisse du pouvoir d'achat, de la désertification du tissu rural ou de la complexité bureaucratique. Au total, le « populisme » peut donc se déconstruire autour de cinq thèmes : la critique des élus et de leur indifférence voire de leur insouciance, l'intervention directe des citoyens dans la décision politique, la demande d'autorité et de leadership fort, la fermeture des frontières nationales et la recherche d'une efficacité immédiate de l'action publique ou de l'engagement politique.

L'analyse de la vague 13 du Baromètre de la confiance politique permet de mesurer l'association de ces cinq dimensions. Cette association est loin d'être parfaite et l'univers populiste se diffracte en sous-groupes d'électeurs potentiels qui s'orientent vers des candidats différents à l'élection présidentielle de 2022.

1.

Cette question a fait l'objet d'une immense littérature. Pour une lecture récente : Gilles Ivaldi, Quel match populiste pour la présidentielle de 2022 ?, CEVIPOF, *Baromètre de la confiance politique*, vague 13, Note de recherche, janvier 2022, www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr/cevipof/files/NoteBaroV13_GI_matchpopuliste_janvier2022_VF.pdf

Les cinq dimensions de la crise démocratique

Pour mesurer précisément la demande politique, on a construit cinq indices.

Le premier est un indice de critique des élus. Il repose sur les réponses positives à la proposition : « les responsables politiques sont déconnectés de la réalité et ne servent que leurs propres intérêts » ; et sur les réponses négatives aux propositions : « d'une manière générale, les responsables politiques montrent du respect pour les citoyens » ; « d'une manière générale, les responsables politiques sont des gens sincères qui suivent leurs convictions ».

Le second indice est un indice d'autorité construit sur la base de trois questions portant sur l'appréciation positive d'un mode de gouvernement qui « aurait à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections », « où ce sont des experts et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays » et « où l'armée dirige le pays ».

Le troisième indice mesure la demande de démocratie directe. Il s'appuie sur les propositions : « c'est le peuple, et pas les responsables politiques, qui devrait prendre les décisions politiques les plus importantes » ; « les différences politiques entre les citoyens ordinaires et les élites sont plus grandes que les différences entre citoyens » ; « je préférerais être représenté(e) par un citoyen ordinaire plutôt que par un politicien professionnel ».

Le quatrième indice est un indice d'efficacité pragmatique mesurant non pas l'efficacité des politiques publiques d'un point de vue économique ou social mais la demande de résolution des problèmes quotidiens. Il est construit à partir des propositions : « les hommes politiques parlent trop et n'agissent pas assez » ; « quelles que soient les lois que l'on vote, les problèmes de la vie quotidienne ne sont pas réglés » ; « il est plus utile d'agir au quotidien pour ce que l'on croit que de voter pour des élus ».

Enfin, le cinquième indice permet de mesurer le degré de souverainisme en le rapportant à la volonté de fermer les frontières nationales ou de prendre ses distances avec l'Union européenne : « la France doit-elle se fermer davantage sur le plan économique ? » ; « la France doit-elle se fermer davantage sur le plan migratoire ? » ; « le fait pour la France d'appartenir à l'Union européenne est une mauvaise chose ». On soulignera que l'on ne retient ici que les modalités clairement négatives de fermeture en écartant les modalités de maintien du *statu quo*.

Ces cinq indices vont donc de 0 à 3 en fonction du nombre de réponses positives et ont été dichotomisés pour distinguer à chaque fois un niveau bas (0 ou 1 réponse de même sens) et un niveau élevé (2 ou 3 réponses). Le premier constat est que la demande d'efficacité quotidienne, qui peut appeler d'autres modes d'engagement politique que le vote, arrive largement en tête des demandes puisque la partie haute de l'indice réunit 82% des enquêtés, avant la critique des élus (72%), et la demande de démocratie directe (60%). La demande d'autorité et la recherche d'une souveraineté nationale accrue arrivent bien loin derrière réunissant, pour la première, 36% des enquêtés et, pour la seconde, 33%.

Fracturer le populisme

Cette toute première analyse permet déjà de fragmenter le bloc « populiste » car les deux premiers items renvoient à la déception face à une vie politique apparemment incapable de modifier le quotidien et dont les représentants ne sont guère en phase avec les attentes de la population. Dans le détail, on note

en effet que 79% des répondants sont d'accord (et 25% « tout à fait d'accord ») avec la proposition « quelles que soient les lois que l'on vote, les problèmes de la vie quotidienne ne sont pas réglés ». La demande de démocratie directe ne concerne vraiment qu'un peu plus de la moitié des enquêtés. Et ce qui fait le cœur du populisme, à savoir l'autorité et la souveraineté nationale, en mobilisent environ un tiers. Il existe donc bien deux dimensions dans ce que l'on présente comme le « populisme » : d'une part, l'exigence d'une efficacité réelle sur la vie socioéconomique et sur l'amélioration de la vie quotidienne des citoyens les plus modestes qui ne se sentent guère concernés par la « politique d'en haut » et, d'autre part, une visée beaucoup plus normative sur le cadre sociopolitique, impliquant un recentrage nationaliste comme une autorité exécutive plus affirmée, à l'image de la présidence Trump aux États-Unis ou des limites apportées aux débats parlementaires et aux procédures judiciaires en Hongrie ou en Pologne. La demande de démocratie directe, quant à elle, vient surtout en appui de la recherche d'efficacité quotidienne.

C'est ce que montre une analyse des corrélations bivariées : la critique des élus comme la demande de démocratie directe sont corrélées avant tout avec la recherche de l'efficacité. Il en va de même de la demande d'autorité qui est même corrélée de manière négative avec la critique des élus, ce qui signifie que la recherche d'un gouvernement par les experts voire par l'armée est plus en phase avec une attente pragmatique - dont certains pensent qu'elle serait mieux satisfaite par des professionnels - qu'avec une nostalgie fascisante car 32% seulement de ceux qui critiquent fortement les élus sont fortement demandeurs d'autorité. La demande de souveraineté nationale, quant à elle, ne s'inscrit pas dans cet univers et reste relativement isolée.

Tableau 1 : L'association des cinq dimensions de la crise démocratique

		indice critique élus	indice démocratie directe	indice autorité	indice efficacité	indice souverainisme
indice critique élus	Corrélation de Pearson	1	,340**	-,078**	,369**	,266**
	Sig. (bilatérale)		,000	,000	,000	,000
	N	10553	10553	10553	10553	10553
indice démocratie directe	Corrélation de Pearson	,340**	1	,250**	,456**	,202**
	Sig. (bilatérale)	,000		,000	,000	,000
	N	10553	10553	10553	10553	10553
indice autorité	Corrélation de Pearson	-,078**	,250**	1	,264**	,109**
	Sig. (bilatérale)	,000	,000		,000	,000
	N	10553	10553	10553	10553	10553
indice efficacité	Corrélation de Pearson	,369**	,456**	,264**	1	,164**
	Sig. (bilatérale)	,000	,000	,000		,000
	N	10553	10553	10553	10553	10553
indice souverainisme	Corrélation de Pearson	,266**	,202**	,109**	,164**	1
	Sig. (bilatérale)	,000	,000	,000	,000	
	N	10553	10553	10553	10553	10553

** La corrélation est significative au niveau 0.01 (bilatéral).

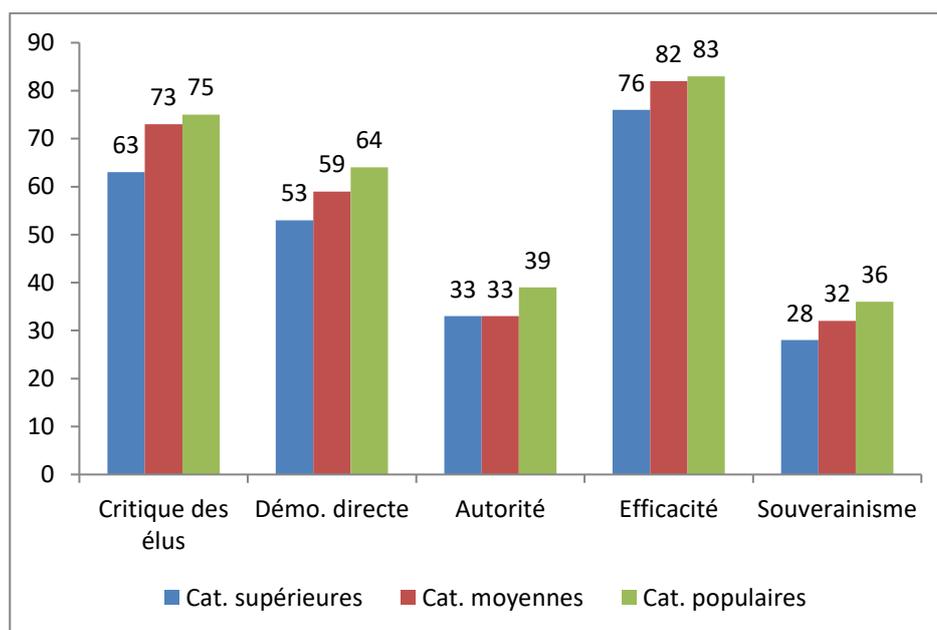
Source : Luc Rouban, Baromètre de la confiance politique, vague 13, CEVIPOF, janvier 2022.

2.
La définition en est donnée en annexe.

Le peuple est-il si différent des catégories supérieures ?

Le populisme étant censé satisfaire les aspirations profondes du peuple, il devient dès lors nécessaire de confronter ces cinq dimensions aux catégories sociales. On s'aperçoit alors que les distances entre les catégories socio-professionnelles populaires, moyennes et supérieures² sont relativement faibles. La demande d'efficacité quotidienne, en particulier, est presque unanime à des niveaux très élevés et atteint les 76% dans les catégories supérieures.

Graphique 1 : La démocratie critique par catégorie socio-professionnelle (%)



Source : Luc Rouban, Baromètre de la confiance politique, vague 13, CEVIPOF, janvier 2022.

Les caractéristiques sociales objectives ne s'associent pas à de fortes évolutions sur la plupart de ces dimensions. Par exemple, le niveau de diplôme ne joue que peu sur la critique des élus : si 77% des enquêtés de niveau CAP sont fortement critiques, cette proportion ne baisse un peu qu'au niveau du master (68%) et des diplômés de grandes écoles ou du doctorat (62%). Il en va de même de la demande forte d'efficacité et de pragmatisme qui est exprimée par 77% des titulaires de masters et 70% de diplômés des grandes écoles ou de titulaires de doctorats. L'écart n'est que de l'ordre de 12 points entre les titulaires d'un CAP et ceux d'un master en ce qui concerne la demande de démocratie directe (on passe de 65% à 53%), de 12 points également en ce qui concerne le souverainisme (on passe de 39% à 27%) et de 15 points en ce qui concerne la demande forte d'autorité (on passe de 40% à 25%). L'une des grandes thèses de la littérature scientifique concernant le populisme tient à la distinction claire qui se ferait entre les catégories populaires et les catégories supérieures sur l'ensemble de ces dimensions, une distinction qui s'appuierait sur la détention de ressources scolaires différentes. Les écarts existent mais ils sont relativement réduits et ne concernent véritablement que le renforcement de la démocratie directe, le niveau de souverainisme et la demande d'autorité exécutive.

Autre hypothèse à vérifier : l'âge aurait un effet puissant sur le rejet de la démocratie représentative. Les jeunes, notamment, seraient naturellement portés à réclamer une évolution allant vers plus de démocratie directe et seraient plus enclins à critiquer le personnel politique, « boomers » qui ne comprennent pas le monde d'aujourd'hui et de demain. Malheureusement, là encore, les résultats infirment ces présupposés. Sur le terrain de la critique des élus, les 18-24 ans s'avèrent être les moins féroces car 56% d'entre eux sont fortement critiques contre 66% des 25-34 ans, 74% des 35-49 ans, 76% des 50-64 ans et 73% des seniors de 65 ans et plus qui sont cependant ceux qui votent le plus en proportions et qui s'intéressent le plus à la vie politique. La demande d'efficacité pragmatique, quant à elle, ne varie pas en fonction de l'âge puisqu'elle est de 78% chez les 18-24 ans mais de 80% chez les 65 ans et plus. La demande de démocratie directe ne varie que faiblement et se situe dans les mêmes proportions chez les 18-24 ans (61%) et chez les 50-64 ans (60%), ne baissant qu'un peu au-delà de 65 ans (52%). Les plus jeunes sont également les moins demandeurs de souverainisme (21%) alors que cette proportion s'accroît chez les 25-34 ans (30%) pour atteindre son apex chez les 50-64 ans (37%) et redescendre chez les 65 ans et plus (31%). Le seul item où les jeunes de 18-24 ans se distinguent par une demande plus forte, et cela de manière contre-intuitive, est celui de la demande d'autorité car cette demande décroît de manière linéaire avec l'âge : 49% chez les 18-24 ans, 46% chez les 25-34 ans, 38% chez les 35-49 ans, 32% chez les 50-64 ans et 27% chez les 65 ans et plus.

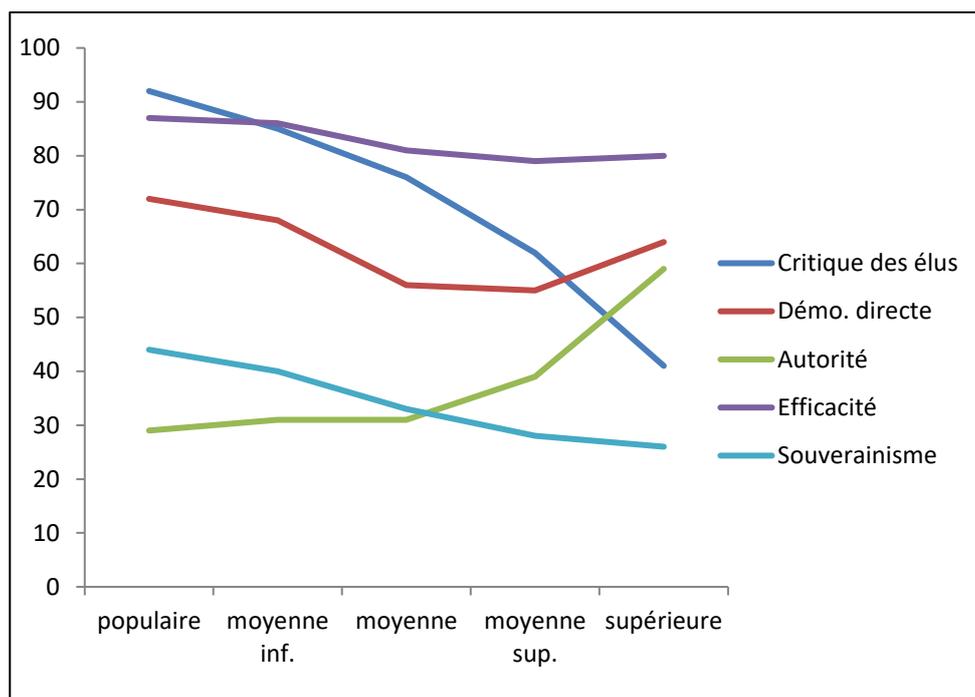
Les effets du classement social collectif

3.

Le classement subjectif est obtenu sur la base d'une échelle allant de 0 à 10. On a découpé cette échelle en cinq catégories : populaire, moyenne inférieure, moyenne, moyenne supérieure et supérieure.

Le classement que les enquêtés font de leur propre situation dans la hiérarchie sociale permet d'isoler cinq groupes³ : le groupe populaire (10% des enquêtés), le groupe moyen inférieur (22%), le groupe moyen (25%), le groupe moyen supérieur (35%) et le groupe supérieur (8%). Ce classement s'avère bien plus discriminant mais révèle des surprises. Comme on pouvait s'y attendre, des dimensions essentielles au populisme comme la critique des élus, la demande de démocratie directe et le souverainisme varient en raison inverse du classement subjectif : plus les enquêtés s'estiment être en haut de la hiérarchie sociale et moins cette demande est forte. En revanche, la demande d'efficacité pragmatique reste à peu près de même niveau et la demande d'autorité, qui devrait davantage caractériser ceux qui se situent au pied de l'échelle est plutôt la marque de ceux qui se situent à son sommet.

Graphique 2 : La démocratie critique selon le classement social subjectif (%)



Source : Luc Rouban, Baromètre de la confiance politique, vague 13, CEVIPOF, janvier 2022.

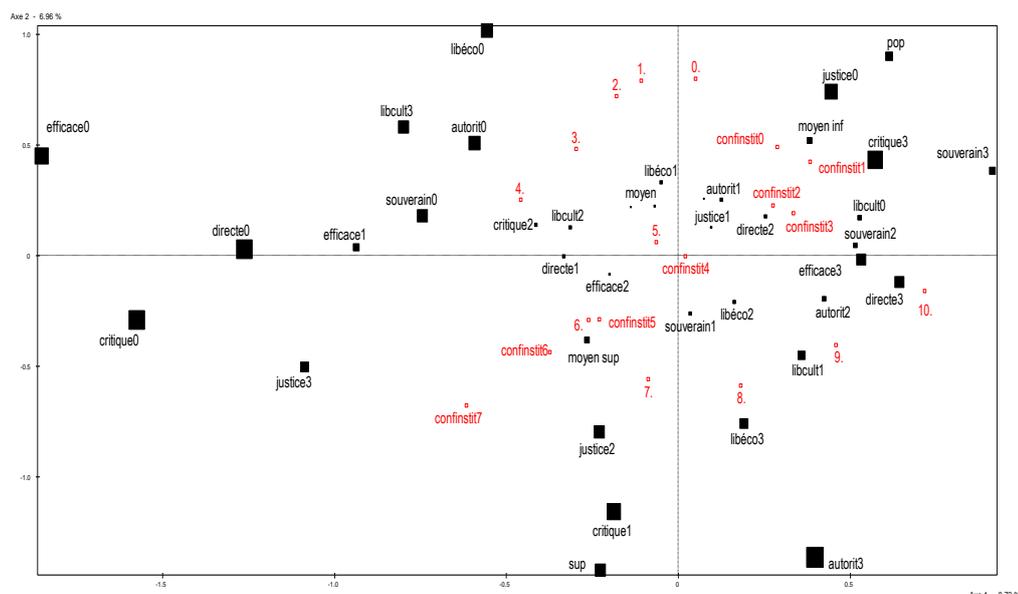
4.

Réponses positives aux questions : « l'école donne la même chance de réussite à tout le monde » et « nous vivons en France dans une société juste » et réponse négative à la proposition : « beaucoup des gens qui sont en haut de l'échelle sociale ne le méritent pas vraiment ».

L'analyse montre que la demande d'autorité exécutive, qui est au cœur des populismes modernes, est associée à un fort niveau de libéralisme économique, à un faible niveau de libéralisme culturel mais aussi à des proportions plus importantes d'enquêtés estimant que la société est juste. Si l'on crée en effet un indice de justice sociale reposant sur les réponses à trois questions⁴ et qu'on le dichotomise en deux groupes, on voit que 35% seulement des enquêtés se positionnent en moyenne sur la partie haute de l'indice et considèrent que l'on vit dans une société juste. Or cette proportion est de 42% en moyenne chez ceux qui demandent davantage d'autorité.

Comme le montre le plan factoriel ci-dessous, les questions de l'autorité et du souverainisme sont dissociées alors que la critique du personnel politique et la démocratie directe restent fortement associées et que la question de l'efficacité pragmatique, qui organise l'axe horizontal, sépare le monde de ceux qui adoptent en bloc la démocratie représentative (à gauche) du monde de ceux qui recherchent cette efficacité (à droite) par divers moyens (souverainisme et démocratie directe ou autorité).

Graphique 3 : Plan factoriel des dimensions de la crise démocratique



Source : Luc Rouban, Baromètre de la confiance politique, vague 13, CEVIPOF, janvier 2022.

Lecture : les variables actives sont en noir. On distingue parmi elles : l'indice de critique des élus (critique0 à critique3), l'indice de démocratie directe (directe0 à directe3), l'indice d'autorité (autorit0 à autorit3), l'indice de souverainisme (souverain0 à souverain3) et l'indice d'efficacité (efficace0 à efficace3). On y a ajouté un indice de libéralisme économique (libéco0 à libéco3) et de libéralisme culturel (libcult0 à libcult3), dont le détail est donné en annexe, comme le positionnement subjectif sur l'échelle sociale (pop., moyen inf., moyen, moyen sup. et sup.). Les variables illustratives sont en rouge. On a projeté sur le plan la position sur l'indice de confiance dans les institutions politiques (confinstit0 à confinstit7), dont le détail est donné en annexe, et le positionnement des enquêtés sur l'échelle gauche-droite de 0 à 10, le 0 indiquant la gauche et le 10 la droite.

Quelle réponse politique ?

Quelles sont alors les caractéristiques des divers électorats potentiels de l'élection présidentielle de 2022 ? L'analyse des électorats conduit à faire plusieurs observations.

S'il existe un populisme de gauche et un populisme de droite, la frontière avec les candidats classés comme non-populistes est souvent difficile à tracer. La critique des élus est très générale, monte surtout au sein de la droite radicale et ne baisse sensiblement qu'au sein de l'électorat potentiel d'Emmanuel Macron. Mais cette critique ne départage pas, par exemple, l'électorat de Valérie Pécresse et celui de Jean-Luc Mélenchon. Seule la demande de démocratie directe permet d'isoler les électorats « modérés » d'Anne Hidalgo, dans une moindre mesure de Yannick Jadot, à gauche, et d'Emmanuel Macron et de Valérie Pécresse, à droite. En revanche la demande d'autorité exécutive est de même niveau dans les électorats de Jean-Luc Mélenchon, d'Emmanuel Macron, de Valérie Pécresse et de Nicolas Dupont-Aignan qui sont cependant loin de partager la même vision politique. Cette demande monte au sein de la droite radicale mais bien plus dans l'électorat d'Éric Zemmour que dans celui de Marine Le Pen. La demande d'efficacité pragmatique, quant à elle, est

presque uniforme et ne baisse que dans les électors de Fabien Roussel et d'Emmanuel Macron, sans doute eu égard au respect que ces électors portent encore au travail politique. L'attente de souverainisme permet de bien distinguer la radicalité de gauche, où elle est faible, de la radicalité de droite où elle est deux fois plus importante mais elle ne baisse véritablement que dans les électors d'Anne Hidalgo, de Yannick Jadot et d'Emmanuel Macron où la défense de l'Union européenne est forte. En revanche, cette demande est de même niveau dans les électors de Jean-Luc Mélenchon et de Valérie Pécresse.

**Tableau 2 : Les caractéristiques des électors potentiels en janvier 2022
(% de la partie haute de l'indice)**

	PP	FR	JLM	AH	YJ	EM	VP	NDA	EZ	MLP
Critique des élus	71	72	74	69	72	45	75	91	86	83
Démo. directe	74	72	77	57	65	43	50	76	72	75
Autorité	31	24	36	25	20	35	35	37	53	44
Efficacité	80	71	83	78	81	73	83	86	90	87
Souverainisme	23	24	28	14	17	17	28	58	62	56

Source : Luc Rouban, Baromètre de la confiance politique, vague 13, CEVIPOF, janvier 2022.

Lecture : PP : Philippe Poutou ; FR : Fabien Roussel ; JLM : Jean-Luc Mélenchon ; AH : Anne Hidalgo ; YJ : Yannick Jadot ; EM : Emmanuel Macron ; VP : Valérie Pécresse ; NDA : Nicolas Dupont-Aignan ; EZ : Éric Zemmour ; MLP : Marine Le Pen. On n'indique ici que les électors dont les effectifs sont suffisants pour un traitement statistique fiable.

Un populisme dissocié

La déconstruction du « populisme » ne signifie pas que le clivage gauche-droite a disparu car ce clivage ne s'alimente pas qu'au rapport que les citoyens entretiennent avec la démocratie mais aussi à leurs valeurs économiques et sociétales et aux compromis qu'ils élaborent entre ces trois dimensions. Les résultats indiquent en revanche qu'aucun candidat pour l'élection présidentielle de 2022 n'est devenu le porte bannière d'une demande particulière concernant la démocratie. Même si certaines demandes, comme celle d'autorité et de souverainisme, sont plus particulièrement portées par les candidats de la droite radicale, l'enquête montre que les électors se distinguent souvent assez peu et, surtout, que les diverses dimensions de ce que l'on appelle le « populisme » sont fortement hétérogènes. Il demeure qu'une demande d'efficacité pragmatique a puissamment émergé dans l'ensemble de l'électorat, ce qui signifie que le ou la futur(e) président(e) de la République devra se confronter à un scepticisme profond concernant son action.

Annexes

La définition des catégories socioprofessionnelles

Celles-ci sont définies de la manière suivante : les catégories populaires comprennent les artisans, les commerçants, les employés, les policiers et militaires, les employés administratifs d'entreprise, les employés de commerce, le personnel des services directs aux particuliers, les ouvriers qualifiés, les

chauffeurs, les ouvriers non qualifiés, spécialisés, les ouvriers agricoles, les anciens employés, les anciens ouvriers, les chômeurs n'ayant jamais travaillé. Les catégories moyennes comprennent : les professeurs professions scientifiques, les contremaîtres, les agents de maîtrise, les employés civils et agents de service de la fonction publique, les personnes au foyer, les agriculteurs exploitants, les professions de l'information, des arts et des spectacles, les instituteurs et assimilés, l'encadrement de la santé et du travail social, le clergé et religieux, l'encadrement administratif de la fonction publique, l'encadrement administratif et commercial des entreprises, les techniciens. Les catégories supérieures comprennent : les chefs d'entreprise de 10 salariés et plus, les professions libérales, les cadres de la fonction publique, les cadres administratifs et commerciaux d'entreprise, les ingénieurs et cadres techniques d'entreprise.

Définition des indices

L'indice de libéralisme économique repose sur les questions ou propositions suivantes : « Il faudrait réduire le nombre de fonctionnaires » ; « Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment » ; « Pour faire face aux difficultés économiques, pensez-vous qu'il faut que l'État fasse confiance aux entreprises et leur donne plus de liberté ? ».

L'indice de libéralisme culturel repose sur les questions ou propositions suivantes : « Il y a trop d'immigrés en France » ; « La procréation médicalement assistée (PMA) est une bonne chose pour les femmes seules ou homosexuelles » ; « Il faudrait rétablir la peine de mort ».

L'indice de confiance dans les institutions politiques repose sur la confiance accordée aux institutions suivantes : le conseil municipal, le conseil départemental, le conseil régional, l'Assemblée nationale, le gouvernement, l'institution présidentielle, l'Union Européenne.